

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

**ARRETE n° PREF-DCDD-2008-0378
du 25 juillet 2008
portant prescriptions complémentaires modificatrices
à l'arrêté DCCD-2008-029 du 25 janvier 2008 autorisant la SARL SOREPAR
à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux
sur le territoire de la commune d'ORMOY
et portant agrément en tant qu'installation de traitement de déchets d'emballages
dont les détenteurs ne sont pas des ménages**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V et notamment son article L-541-1 ;
- Vu le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral DCLD.2003.716 en date du 31 juillet 2003
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DCDD-2008-029 du 25 janvier 2008 autorisant la SARL SOREPAR à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'ORMOY ;
- Vu le dossier de demande présentée par la SARL SOREPAR le 28 août 2006 en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'ORMOY ;
- Vu la demande présentée par la SARL SOREPAR le 28 mars 2008 de modification de la zone de chalandise du centre de tri et de transfert de déchets non dangereux d'ORMOY ;
- Vu le document de synthèse remis à l'inspection des installations classées le 25 février 2008 et relatif aux activités exercées par la SA COVED dans la région Bourgogne ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 19 mai 2008
- Vu l'avis du CODESRT en date du 22 octobre 2007 ;
- Vu l'avis du CODERST en date du 17 juin 2008 ;

CONSIDERANT que la demande du 28 août 2006 soumise à enquête publique porte sur l'admission sur le site de déchets en provenance du département de l'Yonne et de ses départements limitrophes ;

CONSIDERANT que la demande initiale du 28 août 2006 susvisée n'a porté que sur l'admission sur le site des 30 000 t/an de déchets correspondant au gisement dit local (p.12 du dossier) ;

CONSIDERANT qu'au CODERST du 22 octobre 2007 l'exploitant a sollicité l'extension de la zone de chalandise de l'installation à un périmètre de 300 km autour de l'installation ;

CONSIDERANT que les membres du CODERST ont déjà donné leur accord, lors de la session de cette assemblée en date du 22 octobre 2007, à l'admission de déchets ménagers issus de collectes sélectives et de déchets industriels banaux, en provenance des départements limitrophes au département de l'Yonne ;

CONSIDERANT que le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés ne peut s'appliquer strictement à des déchets pré-triés ;

CONSIDERANT que les produits traités sur le centre d'ORMOY ne deviennent des matières premières secondaires qu'après avoir subi des opérations de tri ;

CONSIDERANT que le principe de proximité (limitation en distance et en volume du transport des déchets) s'applique à la gestion des déchets en application de l'article L.541-1 du code susvisé

CONSIDERANT que l'extension de l'aire d'origine géographique des déchets des ménages à l'ensemble du territoire français est excessif et ne respecte pas ce principe de proximité.

CONSIDERANT que la politique nationale de gestion des déchets vise à accroître leur potentiel de recyclage et la production de matières premières secondaires ou de matériaux réutilisables,

CONSIDERANT que la Société COVED (via sa filiale SOREPAR) dispose de six centres de tri de déchets ménagers issus de collectes sélectives dans un périmètre de 300 km à l'installation et que seul le centre de tri d'IRIGNY (69) a une capacité de traitement supérieure à celui d'ORMOY (60 000 t de déchets).

CONSIDERANT que les arguments technico-économiques développés dans sa demande du 28 mars 2008 par la Société SOREPAR ne sont recevables que pour un rayon de chalandise de 300 km ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 10.1.4. de l'arrêté DCDD-2008-029 du 25 janvier 2008 qui autorise la SARL SOREPAR à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'ORMOY, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 10.1.4 - Origine géographique des déchets

Les déchets admis sur l'installation proviennent :

- *concernant les déchets des ménages, prioritairement du département de l'Yonne, et de toute zone géographique située à moins de 300 km de celui-ci ;*
- *concernant les déchets industriels banals (DIB) du département de l'Yonne et de ses départements limitrophes. «*

Article 2 : L'exploitant peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Le délai de recours d'un tiers est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie d'ORMOY pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par le maire d'ORMOY et renvoyé à la préfecture de l'Yonne (Direction des Collectivités et du Développement Durable- Service du Développement Durable).

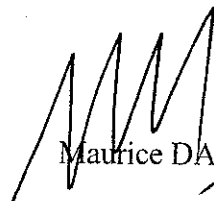
Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le chef de la subdivision de l'Yonne de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la SOREPAR, et dont une copie sera adressée :

- au maire d'ORMOY,
- au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, inspecteur des installations classées.
- à la directrice régionale de l'environnement
- au chef de la subdivision de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de l'Yonne
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales (inspection de la santé)
- au directeur départemental de l'équipement
- au directeur départemental du travail et de l'emploi
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ingénieur en chef du génie rural (service hydraulique)
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile
- au directeur départemental de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes
- au président du conseil général de l'Yonne
- au directeur de l'agence de l'eau Seine Normandie
- au lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne

Fait à Auxerre le **25 JUIL. 2008**

Pour le Préfet
Le Sous Préfet
Secrétaire général de la préfecture


Maurice DACCORD